



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Voirie, Espace public - Réhabilitation du château de Bocaud et aménagement du cœur de ville - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou - Approbation- Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Le projet de la commune de Jacou de requalification du château de Bocaud en vue d'accueillir la médiathèque et l'hôtel de ville, s'accompagne d'une réflexion portant sur les aménagements du cœur de ville, notamment en termes de stationnement, d'efficience des espaces publics et de déplacements.

Il est en effet prévu de structurer l'offre de stationnement par l'extension du parking de l'hôtel de ville et par la création de stationnement sur la place Frédéric Mistral en lieu et place de l'ancienne crèche.

Le projet prévoit également de rééquilibrer le partage de l'espace public entre les différents modes de déplacement, en favorisant les modes doux.

Pour y parvenir, une partie des acquisitions foncières réalisée aux abords du château sera réaffectée au domaine public métropolitain, à l'issue de l'opération.

Ces programmes d'aménagement relèvent de compétences distinctes. En effet, si la réhabilitation du château de Bocaud relève de la pleine compétence communale, c'est aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics.

Aussi, pour assurer la cohérence de l'opération la commune de Jacou et Montpellier Méditerranée Métropole se sont rapprochées afin de déterminer par voie de convention l'organisation technique et financière de l'opération de réhabilitation du château de Bocaud.

En application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée « *Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération* ».

En conséquence, les deux parties ont convenu de la désignation de la commune de Jacou comme maître d'ouvrage unique de l'opération « Aménagement du cœur de ville ».

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet de réhabilitation du château de Bocaud porté par la Commune, c'est cette dernière qui assumera la totalité du coût de l'opération.

Le coût global à la charge de la commune s'élève à 4 850 000 € TTC, comprenant 800 000 € HT soit 960 000€ TTC de travaux sur le domaine public métropolitain futur dont 448 000 HT soit 537 000 TTC de travaux sur le domaine public métropolitain actuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Jacou et Montpellier Méditerranée Métropole relative aux travaux de requalification du château de Bocaud ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget, aux chapitres 905 et 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.